12ème Université des maires du Val-d'Oise. 15 octobre 2021

Monsieur le Premier ministre,
Monsieur le ministre,
Mesdames et Messieurs les parlementaires,
Messieurs les préfets,
Madame la Présidente du Conseil départemental,
Chère Marie-Christine,
Monsieur le maire, cher Yannick,
Mesdames et Messieurs les maires,
Mesdames et Messieurs les présidents d'EPCI
Mesdames et Messieurs les représentants de l'Etat,
Mesdames et Messieurs les partenaires,
Mesdames et Messieurs,

Chers amis,

Quel plaisir de vous retrouver et d'être présent à vos côtés! Sans plus tarder je remercie notre ami Yannick Boedec, maire de Cormeilles-en-Parisis, de son hospitalité dans cette magnifique salle Emy-les-Prés où nous venons d'inaugurer cette 12ème Université des maires.

Comme vous le savez, chaque année, l'Union des maires organise son université devenue, au fil du temps, un rendez-vous incontournable pour notre département.

Pour autant nous n'avons pu en 2020 tenir ce congrès du fait de cette longue, trop longue période sanitaire liée à la pandémie de Covid.

Nous retrouvons enfin la possibilité de nous réunir, d'échanger et de partager ensemble.

Cette journée se veut riche en évènements, avec des invités, des personnalités de marque, la Présidente du Tribunal judiciaire, le Procureur de la République, le Colonel commandant le groupement de gendarmerie et le Contrôleur général, directeur départemental de la Sécurité publique, mais aussi notre Présidente du Conseil départemental Mme Marie-Christine CAVECCHI et M. le Premier ministre M. Jean CASTEX que je vous demande d'applaudir chaleureusement!

Quel honneur pour les élus du Val-d'Oise M. le Premier ministre de vous recevoir lors de cette 12^{ème} Université des maires.

Monsieur le Premier Ministre j'avais préparé à votre attention un discours d'accueil très solennel. Pour autant je serai enclin à partager un moment de convivialité tout en étant respectueux de l'homme et de sa fonction.

Nous avons eu l'occasion cette année de nous rencontrer à deux reprises, dans le cadre du plan de relance pour une entreprise à Andilly, un fleuron de l'aéronautique, le groupe Laroche qui a bénéficié d'une subvention de 800 000 €. Lors de cette visite vous avez pris le temps d'échanger avec nous, intéressé que vous étiez par cette belle entreprise.

La seconde rencontre s'est effectuée à Gonesse pour le plan d'actions en faveur du Val-d'Oise pour lequel vous présenterez un point d'étape ce matin.

Monsieur le Premier Ministre votre position, en tant que chef du gouvernement, ne vous a pas éloigné du terrain et de la proximité qui nous est **si chère**, à nous les maires. Et pour cause, puisque vous étiez, jusqu'à votre nomination à Matignon le 3 juillet 2020, maire d'une commune de 6 000 habitants à Prades dans les Pyrénées Orientales.

Vous êtes décrit comme étant un grand serviteur de l'Etat, un rassembleur, un travailleur, un homme à qui l'on peut faire confiance.

Eh bien à ces qualités, j'ajouterai votre empathie naturelle qui est un vrai + pour les élus que nous sommes.

J'en témoigne, non pas de façon purement élogieuse, mais avec sincérité.

Nous avons échangé à plusieurs reprises par SMS et vous m'avez réitéré à maintes reprises que si j'avais besoin de quoique ce soit, il ne fallait pas hésiter. Eh bien je n'ai pas hésité, j'ai sollicité votre présence pour notre université des maires et il est vrai, j'ai peut-être été un peu insistant, mais vous êtes là! Vous avez tenu votre engagement, nous vous en remercions.

M. le Premier ministre, le temps à partager ensemble nous est compté, pour autant je souhaiterais en cette journée des maires du Val-d'Oise rendre un hommage particulier en respectant une minute de silence à la mémoire de M. Samuel Paty, ce professeur décapité à Eragny, il y a tout juste un an, pour un simple cours d'éducation morale et civique.

L'hommage est rendu je vous remercie.

Je souhaiterais Monsieur le Premier Ministre, me faire le porte-parole de mes collègues.

Vous le savez, nous avons été les oubliés de l'aménagement du Grand Paris, **privé que nous étions**, d'une nouvelle dynamique économique et votre plan d'actions pour le Val-d'Oise construit entre l'Etat et les acteurs du territoire, vient, entre guillemets « compenser » cet abandon.

Des engagements positifs nous ont été apportés à Gonesse le 7 mai dernier et nous vous en remercions.

Pour autant l'enjeu véritable doit être encore plus ambitieux et notamment l'environnement du projet Agoralim et le développement des circuits courts.

Vous l'aviez évoqué dans votre discours de Gonesse, je vous cite : « il est nécessaire de favoriser un écosystème attractif et innovant au service du développement territorial du département. » L'Etat doit aller encore plus loin à nos côtés. Et nous savons pouvoir compter sur le couple maire-préfet. Je salue M. le préfet avec lequel nous entretenons d'excellentes relations.

Au nom des élus Valdoisiens, je voudrais vous soumettre un dossier qui nous tient à cœur, celui de la création d'un pôle d'excellence pour le Val-d'Oise.

Le devenir de notre département est légitime à porter des projets de niveau international et d'excellence grâce à sa porte d'entrée sur le continent européen via sa plateforme aéroportuaire de Roissy.

Pour ce faire, c'est une véritable ambition pour le Vald'Oise qu'il nous faut porter.

Deux pistes à vous proposer ; celle de la recherche et du développement sur l'alimentation du futur à partir de la tradition et du savoir-faire agricole du territoire permettant d'accueillir des entreprises du secteur agroalimentaire porteuses d'innovation et de compétences technologiques.

Une cité scolaire internationale dotée d'un internat, axée sur l'agriculture doit être implantée dans l'est du Val-

d'Oise. Elle participerait activement à ce pôle d'excellence pour lequel nous sommes mobilisés.

La seconde est complémentaire et serait de mettre en œuvre une stratégie du numérique en créant et en développant la constitution d'un écosystème numérique.

Le but étant de répondre aux nouveaux enjeux et d'assurer l'inclusion numérique de tous, sensibiliser et acculturer les citoyens, former les jeunes ou demandeurs d'emplois aux nouveaux métiers ou encore accompagner les entreprises dans leur transformation numérique.

L'objectif pourrait-être de développer un pôle innovant d'enseignement supérieur en lien avec l'université de Cergy et de renforcer les formations dispensées à l'IUT de Sarcelles.

Il est à préciser que la Communauté d'agglomération de Roissy Pays de France se positionne d'ores et déjà en tant que Smart Territoire.

Je suis, nous sommes convaincus que différentes thématiques sont communes, voire complémentaires, l'alimentation, la prévention dans le domaine de la santé et le bien-être, l'innovation via le numérique! Notre projet « Alim num Vallée » pour faire référence à la célèbre « Silicon Valley » doit être portée politiquement au plus haut niveau de l'Etat avec l'affirmation d'une ambition forte et vous êtes à nos côtés M. le Premier ministre et je connais votre attachement pour le Val-d'Oise à défendre ce projet.

M. le Premier ministre nous avions envisagé un temps d'échange. Les contraintes de votre emploi du temps ne nous le permettent pas.

Je vous propose cependant de me faire à nouveau le porteparole de mes collègues sur quelques sujets qui nous concernent tous et nous préoccupent.

Nous allons aborder à l'occasion des deux tables rondes des sujets qui sont finalement le quotidien des maires.

Je fais référence à la montée de l'insécurité et les incivilités un dossier qui n'est pas nouveau, il s'agit bien d'une réalité au quotidien qui nous « pourrit » la vie et celle de nos administrés.

Entre Rodéos sauvages, trafics en tous genres, dépôts sauvages, jeu du chat et de la sourie avec les Gens du Voyages et autres roms qui s'installent illégalement sur des terrains publics ou privés, les dégradants le plus souvent, violences gratuites à l'encontre de nos concitoyens, de nos

policiers, nationaux, municipaux et de nos gendarmes sans oublier nos pompiers comme les élus.

Une autre forme d'insécurité se développe celle liée aux dégradations répétées des installations d'armoires de fibre optique dues au manque de contrôle des prestataires œuvrant pour les concessionnaires ou les opérateurs.

M. le Premier ministre, la Police de sécurité du quotidien doit passer par une réaffirmation de l'autorité de l'Etat à travers ses symboles, ses représentants.

L'absence totale de respect des élus et des Forces de l'ordre est intolérable, nos compatriotes sont ulcérés par cet état de fait qui nuit au bien-vivre ensemble. M. le Premier ministre il nous faut tenir le pacte républicain.

Notre seconde table ronde, dont le thème sera sans aucun doute plus paisible, nous permettra des interventions sur le développement des territoires et l'alimentation et plus globalement la constitution d'un territoire dédié à l'excellence en matière alimentaire et nutritionnelle, gastronomique, osons le dire, puisque c'est une spécialité bien française. Mais j'en ai déjà quelque peu parler je n'y reviens pas.

Au-delà de ces deux thématiques, les maires ont bien d'autres préoccupations.

Concernant les finances locales.

Nous nous posons beaucoup de questions quant au bouclage de nos budgets 2022 et 2023.

- Notamment sur les conséquences de la crise sanitaire avec ses dépenses supplémentaires que nous devons assumer. Je fais référence notamment à la non-prise en charge de nos coûts salariaux. Nous aurions souhaité bénéficier du dispositif lié à l'activité partielle.
- La baisse logique de la CVAE, une des composantes de la fiscalité économique, va impacter nos budgets si aucun mécanisme de compensation n'est prévu.
- La suppression partielle puis totale de la Taxe d'habitation nous préoccupe. La compensation sur les bases de 2017 nous exonère de toute évolution de nos produits de fiscalité sans compter les dommages collatéraux dus à la densification de logements en accession ou locatifs sociaux, sans contrepartie aucune en TH, si ce n'est des charges supplémentaires à intégrer dans nos budgets tant en investissement qu'en fonctionnement.
- De même pouvons-nous obtenir la confirmation qu'il n'y aura pas de dispositif d'encadrement des finances locales ou de nouveaux mécanismes de

contractualisation? Une certaine pérennité doit être assurée dans les dotations de l'Etat pour nous permettre de mener nos politiques locales.

Un autre thème d'actualité, celui de la santé publique. Il peut être envisagé sous plusieurs angles.

Le premier que l'on pourrait qualifier pudiquement de démographie médicale, mais que nos administrés appellent le désert médical.

Nous manquons de médecins et même si l'Etat ne peut pas tout régler, il nous apparait nécessaire d'essayer d'apporter des réponses à nos concitoyens, qui ne comprennent pas pourquoi il est si difficile d'attirer sur son territoire, des médecins.

Nous pourrions tout autant envisager le sujet sous l'angle de la suppression de lits. A l'échelon national ce sont 5700 lits en moins pour l'année 2020, en pleine pandémie.

Nous sommes inquiets quant au devenir des centres hospitaliers dans les territoires ruraux, avec la fermeture de certains sites comme ceux de Saint Martin du Tertre, Moisselles et Beaumont qui se trouve en grande difficulté ?

Les élus de Beaumont sont dans la crainte de la fermeture d'une partie de leur hôpital, restructuré avec l'hôpital de Pontoise, sans compter la suppression éventuelle des urgences pédiatriques alors qu'il faut près de 45 minutes pour aller de l'un à l'autre. Quid du Ségur de la santé en la matière ?

Le secteur privé met en place sur notre département une nouvelle vision de la santé axée sur la prévention limitant ainsi le curatif. L'organisation spatiale se met en place via un pôle santé relié aux satellites que sont les maisons médicales et autres établissements, le tout pour faciliter l'accueil et favoriser l'installation de professionnels de santé.

Pourrions-nous envisager la mise en œuvre d'une politique de santé via des passerelles publiques privées ?

Enfin avons-nous une chance que le CHR de Pontoise devienne un CHU ? Cela nous permettrait d'imaginer une formation de médecine à Cergy, qui nous fait cruellement défaut sur le Val-d'Oise.

Dernier sujet d'interrogation que j'aborderai, la Loi SRU.

J'ai fédéré autour de moi, les présidents d'associations de maires d'Ile-de-France sur le sujet. Tous sont unanimes à demander qu'un Grenelle du logement soit organisé afin d'établir un bilan et d'envisager de nouvelles perspectives qui ne doivent pas se limiter à la loi SRU.

En effet, nous sommes nombreux à constater que cette loi est devenue inapplicable à horizon 2025. Nous avons émis des propositions et des pistes d'amélioration.

L'une d'elles consiste à redonner simplement un peu plus de pouvoir aux maires dans la décision d'attribution, afin de permettre à des jeunes citoyens qui ont grandi dans leur commune de pouvoir toujours y vivre.

Je ferai passer ces propositions à votre cabinet si vous le souhaitez.

Vous l'avez compris, M. le Premier ministre, j'ai souhaité vous alerter sur quelques sujets sensibles et autres préoccupations quotidiennes des maires du Val-d'Oise pour lesquelles nous n'avons pas de solution concrète.

Encore une fois, merci d'avoir accepté de venir rencontrer les maires du Val-d'Oise, nous sommes toujours très heureux d'accueillir le Premier ministre de la France d'autant plus lorsqu'il nous annonce des actions et une ambition forte pour la transformation de notre territoire et ce, pour améliorer la vie des Valdoisiennes et des Valdoisiens.

Je vous remercie de votre attention.